



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

APPUI A LA CONCERTATION TERRITORIALE ET A LA MODELISATION PARTICIPATIVE EN FORET DE REGINA

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique)

MARCHE N°2025-7100-12

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet le recrutement d'un prestataire afin d'accompagner l'Office National des Forêts (ONF) dans la mise en place d'une méthodologie de modélisation d'accompagnement pour la concertation territoriale dans le cadre du projet d'élaboration et de gestion durable des espaces forestiers.

Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.
Tél : 05-94-25-53-70

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts.

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE.....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-1 A R.2123-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	1
1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE.....	5
2.1. OBJET DU MARCHE.....	5
2.2. PROCEDURE.....	5
2.3. CLASSIFICATION CPV.....	5
3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	5
3.1. ALLOTISSEMENT – LIEUX D'EXECUTION – MONTANT DE COMMANDE	5
3.2. FORME DU MARCHE.....	5
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
3.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
3.5. CLAUSE DE REEXAMEN	5
3.6. CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....	5
4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	6
5. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
5.1. UNITE MONETAIRE.....	6
5.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	6
5.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	6
5.3.1. FACTURATION.....	6
5.3.2. TRANSMISSION DES FACTURES.....	7
5.3.3. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	7
5.3.4. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	8
5.3.5. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE.....	9
5.4. ACOMPTES.....	9
5.5. AVANCE	9
5.6. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE.....	9
6. PENALITES	9
6.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	10
6.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	10
7. DROIT, LANGUE.....	10
8. ASSURANCE.....	10
9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	10
9.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS	11
9.2. TRAVAIL CLANDESTIN	11

9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	11
9.4.	HYGIENE ET SECURITE DES SALARIES	11
9.5.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	11
10.	RESILIATION.....	11
11.	MODALITES DE RECEPTION.....	12
11.1.	VERIFICATIONS ET ADMISSION	12
11.2.	GARANTIES	12
12.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	12
12.1.	CONTEXTE ET ENJEUX.....	12
12.2.	LOCALISATION :.....	12
12.3.	GOUVERNANCE :.....	13
12.4.	REUNION DE LANCEMENT	14
12.5.	PRESTATIONS ATTENDUES	14
12.5.1.	METHODOLOGIE DE MODELISATION D'ACCOMPAGNEMENT.....	15
12.6.	LIVRABLES ATTENDUS	16
12.7.	LOGISTIQUE.....	16
12.8.	CALENDRIER PREVISIONNEL.....	16
13.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	17
14.	DEROGATIONS AU CCAG	18

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05-94-25-53-70

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Robinson LUCAS, Chef de projet gestion et valorisation des usages.

☎ : 06 94 46 97 39 ✉ : robinson.lucas@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne ✉ quentin.bounan@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Monsieur Robinson LUCAS, Chef de projet gestion et valorisation des usages.

☎ : 06 94 46 97 39 ✉ : robinson.lucas@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : acs.dfa@onf.fr

2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le recrutement d'un prestataire afin d'accompagner l'Office National des Forêts (ONF) en Guyane dans la mise en place d'une méthodologie de modélisation d'accompagnement pour la concertation territoriale dans le cadre du projet d'élaboration et de gestion durable des espaces forestiers.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

79311000-7	Service d'études
794160000	Services de relations publiques

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Allotissement – Lieux d'exécution – Montant de commande

Les prestations du présent marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le lieu d'exécution est le territoire de la Guyane.

Le montant maximum des crédits alloués au marché est de 82 850 €.

3.2. Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché ponctuel forfaitaire.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires, l'ONF pourra recourir aux modifications des marchés (art. R.2194-2 à 4 du Code de la commande publique) ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du Code de la commande publique). Le montant de ces prestations similaires ne pourra excéder 20% du montant initial du marché.

3.4. Durée et délais d'exécution

La durée du marché est égale à la durée d'exécution des prestations. La durée d'exécution des prestations est celle indiquée par le titulaire dans son offre, elle peut être modifiée en cas d'avenant.

3.5. Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique des prestations en lien avec l'objet du marché pourront être ajoutés en cas d'octroi de fond supplémentaire.

3.6. Clause d'exclusivité

Sans objet.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles (PI) dans sa version la plus récente au moment de la notification ;
- L'offre du titulaire, dont le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

5.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires. Ils sont définitifs, fermes et actualisables selon les conditions définies aux l'article R.2112-9 à R.2112-11 du Code de la Commande Publique.

Les prix seront actualisés selon la formule suivante :

$$0,5 + 0,5 * (\text{Indice } S_A38 \text{ MC})$$

Pactualisé = PI x -----

$$0,5 + 0,5 * (\text{Indice } S_A38 \text{ MC})$$

Le coefficient d'actualisation est arrondi au centième supérieur.

Pactualisé = Prix après actualisation

PI = Prix initial

IndiceS = indices définitifs disponibles à la date d'actualisation

IndiceI = indices définitifs à la date limite de remise des offres

Indice A38 MC : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 MC – Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques. Identifiant **010766359**

Lien Indice A38 MC : [Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises \(BtoB\) – A38 MC – Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques | Insee](#)

5.3. Modalités essentielles de paiement

5.3.1. Facturation

La transmission des factures seront envoyées de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après à l'article 5.3.2.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché : 2025-7100-12
- le numéro d'engagement du bon de commande,
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

5.3.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

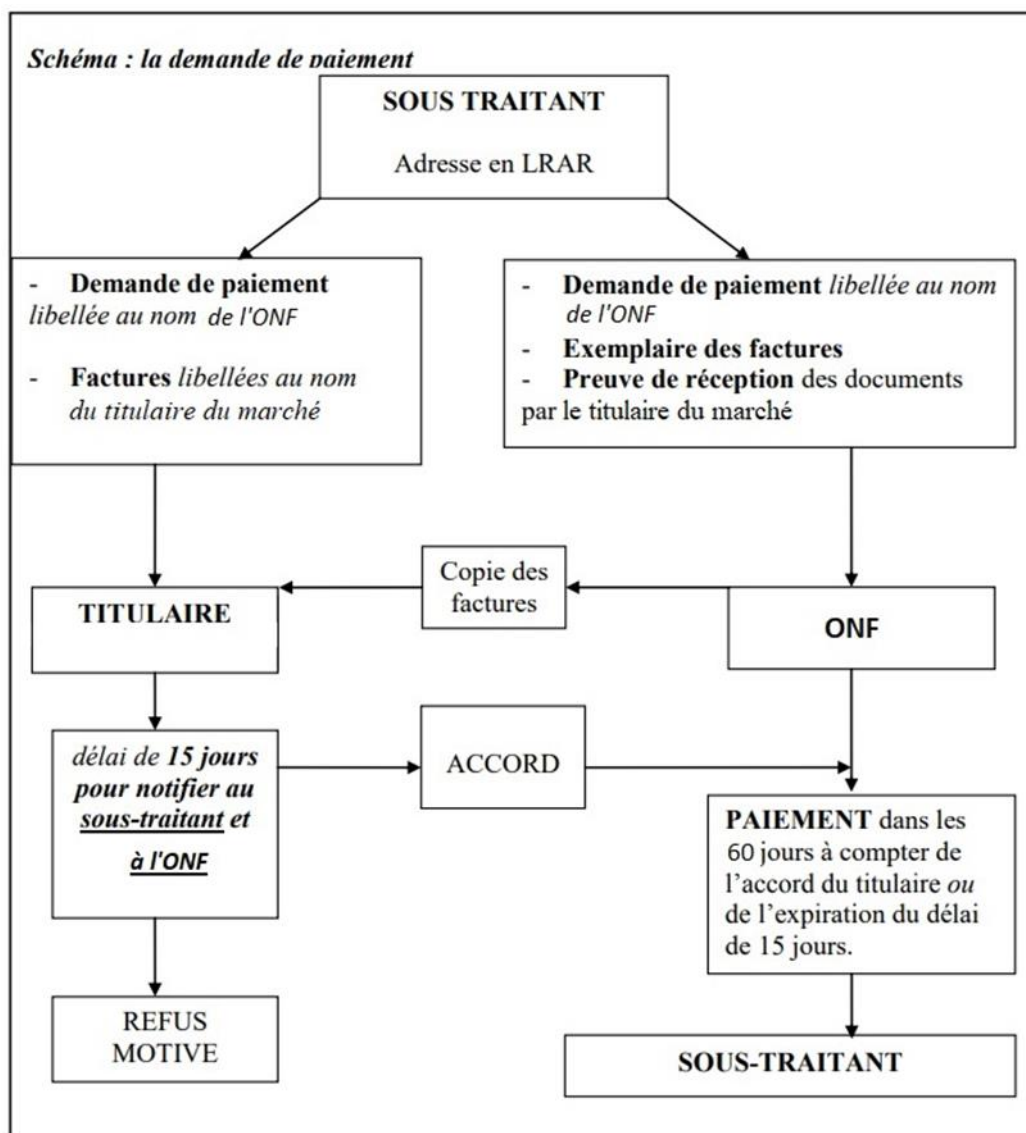
- Numéro du marché : n° 2025-7100-12
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 00 497
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

5.3.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 6.3.4. Facturation ci-dessus.



(Les documents peuvent être envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail).

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

5.3.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour les marchés de service forestier et à 60 jours maximum pour les autres marchés.

Ce délai court à compter de la date de dépôt de la facture sur Chorus (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans les documents contractuels n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

5.3.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

5.4. Acomptes

Conformément aux articles R.219120 à 22 du Code de la commande publique, les prestations faisant l'objet du présent feront l'objet d'acompte trimestriel.

5.5. Avance

Une avance forfaitaire pourra être versée conformément aux articles R.2191-3 à 19 et R.2193-17 à 21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19.

5.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

6. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG PI.

En dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande.

L'ONF se réserve le droit d'appliquer également les pénalités suivantes :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans l'exécution des prestations	200€	Par jour de retard

Retard dans la présentation d'un sous traitant	100€	Par jour de retard
--	------	--------------------

6.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

6.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de la commande.

7. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

8. ASSURANCE

Les titulaires du marché doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les titulaires du marché fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel étranger figure sur le registre de chantier que le titulaire met à disposition du chef de projet ONF pendant l'exécution des commandes.

9.2. Travail clandestin

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires du marché s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Hygiène et sécurité des salariés

Le titulaire prend dans l'organisation et l'exécution de son travail, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des usagers des pistes forestières. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'ONF.

En particulier, le titulaire doit prendre en considération la présence de chantiers d'exploitation forestière dans le secteur (circulation de véhicules et d'engins à forts empattements sur les pistes forestières d'accès aux chantiers, présence de machines à proximité de l'emprise des travaux).

Le titulaire assure sa propre sécurité et celle de ses salariés dans le strict respect de la réglementation et, plus spécialement, des règles de santé et de sécurité au travail ainsi que du document unique d'évaluation des risques (DUER).

9.5. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : www.actradis.fr

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution du présent marché. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification du marché, sous peine de pénalité.

10. RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG-PI.

11. MODALITES DE RECEPTION

11.1. Vérifications et admission

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent selon les dispositions du Chapitre 5 du CCAG PI.

11.2. Garanties

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

12. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

12.1. Contexte et Enjeux

L'Office National des Forêts (ONF) engage une démarche de concertation territoriale dans le cadre du projet de gestion durable des espaces forestiers, et notamment des forêts situées sur le territoire de Régina, dans le département de la Guyane. Ces forêts, qui couvrent une large superficie de zones sensibles et riches en biodiversité, font face à des enjeux environnementaux, sociaux et économiques spécifiques. Elles sont le théâtre de diverses activités humaines, telles que l'exploitation forestière, le tourisme de nature, ainsi que des problématiques liées à la préservation des écosystèmes forestiers.

Dans ce contexte, l'ONF souhaite mettre en place une méthodologie innovante de concertation participative afin de favoriser un dialogue constructif entre les acteurs locaux, les associations, les collectivités territoriales et les usagers des forêts. Le but est d'aboutir à une gestion durable des forêts de Régina, prenant en compte les préoccupations écologiques, économiques et sociales.

Les forêts de Régina, particulièrement riches en biodiversité, sont confrontées à des problématiques complexes, telles que la gestion des ressources naturelles, la préservation des habitats, le développement des infrastructures écotouristiques et la gestion des conflits d'usage. Il devient essentiel de construire une concertation adaptée pour répondre aux attentes des différentes parties prenantes tout en garantissant la pérennité de cet écosystème exceptionnel.

Ainsi, la mission du prestataire consistera à concevoir, mettre en œuvre et accompagner cette concertation territoriale à travers une approche méthodologique qui mobilise la modélisation participative, dans le but d'obtenir une meilleure appropriation par les acteurs locaux des enjeux liés à la gestion des forêts de Régina.

12.2. Localisation :

La concertation portera sur les territoires forestiers en périphérie du village de Régina, c'est-à-dire accessibles par la route à partir du bourg, principalement le long des pistes forestières Mataroni et Bélizon. La zone d'étude est donc restreinte aux forêts domaniales de Bélizon et Régina Saint-Georges sur leur partie située dans la commune de Régina / desservie par les pistes de Bélizon et Mataroni.

La zone d'étude pourra être restreinte par la suite en fonction des enjeux identifiés lors de la phase de qualification, notamment à l'issue du diagnostic territorial participatif.

Territoire-cible Schéma d'usage Forêts périphériques de Régina



Réalisation : ONF
Service : Sylvétude

2023-02-07T15:16:42.201

Sources : ONF, SRTM30

12.3. Gouvernance :

Le porteur principal du projet est l'Office National des Forêt Direction Territoriale de la Guyane, qui anime la démarche de concertation pour la mise en place des schémas d'usage avec le prestataire. Il réalise le portage financier et la contractualisation du prestataire qui l'accompagnera pour la mise en place de la modélisation d'accompagnement via le présent marché. Le commanditaire validera chaque étape de la méthodologie et accompagnera si possible et en accord avec le prestataire les différents ateliers et entretiens. Lors des ateliers, la facilitation sera assurée par le prestataire sauf volonté contrainte du commanditaire.

Le consortium des acteurs associés pour la création du projet se compose de :

- La municipalité de Régina

- La Société Forestière Amazonia, exploitant forestier
- L'association Guyane Nature Environnement
- L'Office Français de la Biodiversité
- Le Groupement d'Etude et de Protection des Oiseaux de Guyane

Ce consortium compose un comité technique qui sera associé aux étapes clés du projet et de la concertation et pour le suivi technique du prestataire pour la mise en place de la modélisation d'accompagnement :

- Constitution du dossier d'appel d'offre
- Evaluation de la proposition technique
- Validation de la méthodologie et de mise en place du calendrier
- Réalisation du diagnostic préalable
- Test et validation du modèle
- Participation aux sessions de concertation, de visite terrain et des ateliers de travail sur le modèle.
- Rédaction des éléments de capitalisation

Un comité de pilotage du projet, constitué du consortium ainsi que des services SEAF/PEB de la DGTM, DR ADEME, DGCAT Biodiv, Service forêt CTG sera en charge du suivi et de l'orientation du projet. Il sera réuni :

- Lancement du projet
- A l'issue de chaque phase du projet
- Avant la fin de la réalisation du projet

12.4. Réunion de lancement et de suivi

Au plus tard quinze (15) jours après la notification du marché, le titulaire devra transmettre à l'ONF une proposition de date pour une réunion de lancement incluant tous les acteurs mentionnés à l'article 12.3. Cette réunion aura pour objectif :

- Valider la méthodologie du projet ;
- Fixer les modalités de suivi du projet ;
- Affiner le planning prévisionnel du titulaire ;
- Définir les modalités de validation intermédiaire des livrables ;
- Délimiter la zone d'étude

Des réunions intermédiaires avec le commanditaire et le comité de pilotage seront organisées afin de faire le point sur l'avancement du projet. Leur calendrier sera défini lors de la réunion de lancement.

12.5. Prestations Attendues

Le prestataire retenu aura pour mission de :

- 1. Concevoir la méthodologie de modélisation d'accompagnement**
 - Définir les principes et les outils de modélisation participative adaptés au contexte territorial concerné.
 - Identifier les acteurs clés et proposer une stratégie d'engagement des parties prenantes.
- 2. Accompagner la mise en œuvre de la concertation territoriale**
 - Organiser et animer des ateliers participatifs avec les parties prenantes locales.
 - Expérimenter la méthodologie sur des sites pilotes.
- 3. Produire des livrables de synthèse et d'analyse**
 - Rédiger des rapports de diagnostic et de synthèse des concertations.
 - Proposer des recommandations pour la pérennisation de la méthodologie.

12.5.1. Méthodologie de Modélisation d'Accompagnement

Le prestataire devra concevoir et mettre en œuvre une méthodologie de modélisation participative adaptée au contexte spécifique des forêts de **Régina**, en intégrant la méthode **ARDI**. La méthode devra reposer sur une co-construction des connaissances avec les acteurs locaux, afin de mieux comprendre les socio-écosystèmes définir des solutions adaptées aux enjeux territoriaux.

Elle devra structurer le processus de concertation territoriale, en mobilisant les parties prenantes autour des enjeux de gestion durable des forêts.

La méthodologie se déclinera avec les spécificités suivantes :

1. Diagnostic et Identification des Acteurs

Constitution d'un diagnostic territorial participatif :

- Mobilisation des acteurs et usagers pour la participation à la démarche de concertation ;
- Réalisation d'une analyse du contexte et d'une cartographie des acteurs impliqués dans la gestion et l'usage de la zone d'étude concernés (collectivités, associations, entreprises, usagers des forêts) afin d'évaluer leurs attentes, leurs intérêts et leurs besoins vis-à-vis de la gestion forestière ;
- Réalisation d'entretiens avec les acteurs et usagers clés pour l'identification des problématiques et enjeux clés liées à la gestion des espaces forestiers, en prenant en compte la biodiversité, les pratiques humaines, les défis d'exploitation durable, et les besoins des communautés locales.

2. Construction participative du modèle

- Organisation d'ateliers intégrant les variables sociales, économiques et environnementales dans un modèle interactif.

Le prestataire devra assurer un rôle de médiateur, facilitant les échanges entre les différents groupes d'acteurs, tout en veillant à ce que chacun puisse exprimer ses idées et préoccupations dans un environnement respectueux et constructif.

Le prestataire appliquera la méthode **ARDI** pour définir :

- Les **Acteurs** impliqués dans la gestion forestière.
- Les **Ressources** disponibles et leur exploitation.
- Les **Dynamiques** évolutives du système forestier.
- Les **Interactions** entre ces éléments.
- Réalisation d'un atelier de formulation. Cet atelier vise à :
 - Hiérarchiser les problématiques à traiter.
 - Définir les scénarios d'aménagement à tester dans la modélisation.
 - Affiner le modèle ARDI pour simuler différentes options de gestion.
- Transcription du modèle en un jeu de rôle permettant de tester différentes dynamiques :

Celui-ci devra d'attacher à construire des représentations graphiques des enjeux identifiés (écologiques, socio-économiques, culturels) pour permettre à tous les acteurs de visualiser les interactions entre les différents enjeux et de mieux comprendre les conséquences des choix de gestion.

3. Expérimentation et Validation

- Test du modèle sur des scénarios de gestion forestière.

- Recueil et intégration des retours des parties prenantes.
- Ajustement des hypothèses du modèle en fonction des observations et des retours d'expérience.

4. Mise en œuvre du modèle dans la concertation :

Réalisation des ateliers de concertation à l'aide du modèle préalablement construit :

- Exploration de différents scénarios d'évolution / de gestion.
- Formulation de recommandations issues des simulations.
- Restitution des résultats aux acteurs.

Des adaptations et une déclinaison de cette proposition organisationnelle sont attendues dans le mémoire technique.

12.6. Livrables Attendus

Le prestataire devra produire les livrables suivants :

- Un document méthodologique présentant les principes et outils de modélisation.
- Des comptes rendus de réunions et d'ateliers de concertation.
- Modèle ARDI modélisant les impacts des usages sur la dynamique du renouvellement forestier.
- Jeu de rôle déclinaison du modèle ARDI et support.
- Un rapport d'analyse des résultats et recommandations suites aux tests.

Les livrables feront l'objet d'une validation intermédiaire, dont les modalités seront définies lors de la réunion de lancement, avant leur livraison finale.

12.7. Logistique

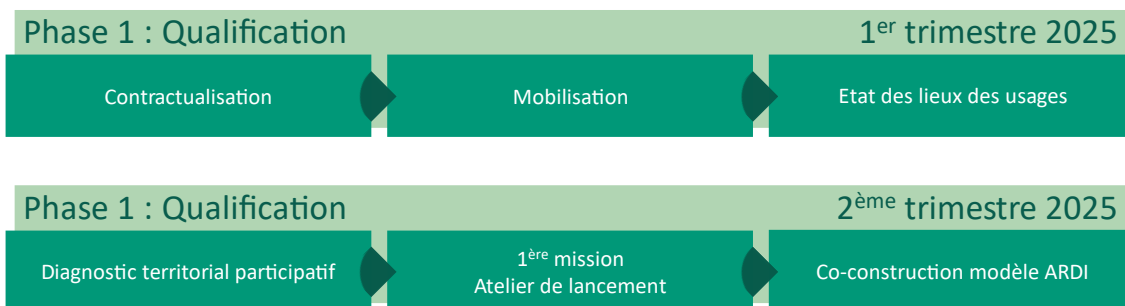
La logistique liée aux réunions et ateliers sera assurée par l'ONF (location de salle, matériel...). Cependant le prestataire est attendu être autonome pour sa logistique : hébergement, transport, nourriture. Cependant il pourra occasionnellement profiter de facilités de transports lorsque les actions se feront avec l'ONF.

12.8. Calendrier prévisionnel

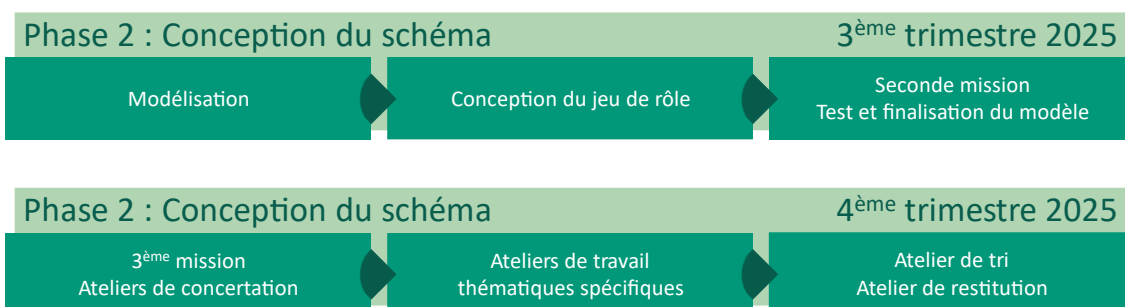
Le calendrier ci-après est donné à titre indicatif et devra être adapté en fonction des contraintes des partenaires.



Méthodologie et calendrier du projet



Méthodologie des schémas d'usage



13. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

14. DEROGATIONS AU CCAG

Le présent document déroge au CCAG PI sur les articles :

- Article 10 du CCAP PI (actualisation) ;
- Article 14 du CCAG PI (pénalité pour retard).